

[Texte]

integration makes it possible for the hospitals to continue as normal active treatment facilities, instead of declining into mere geriatric institutions: the benefit is felt, of course, by both the veteran patients and the community.

The Veterans Land Act program is the only one where the estimates are reduced as compared with the previous year, from \$12 million to \$11.6 million. The reason for this reduction is that the estimates were prepared on the basis, as provided in the act at the time, that new establishments would not be undertaken unless loan applications were made by March 31, 1974. However, Bill C-17 last spring extended this scheduled deadline by one year and additional funds will be required by supplementary estimate.

As I said in the House last week, Mr. Chairman, the government is giving careful consideration to the whole matter of the Veterans' Land Act. I expect an announcement on this subject will be made at an early date and I will not anticipate it now.

The sixth and last item, Mr. Chairman, is the administration program, which relates to the provision of executive direction and common administrative and professional services to the department as a whole, and the associated agencies. These services include financial management, personnel administration, management advisory services, public relations and general services. In this program we are asking for \$6.2 million, which is not very different from the previous year's figure.

Mr. Chairman, in my statement today I have tried to explain the main changes in the 1974-75 estimate as compared with those for 1973-74. I have said nothing about many of our activities in the field of veterans affairs but I hope my summary has been useful to you.

I shall be glad to try to answer any questions of a policy nature that members of the Committee might care to ask. Our officials are also available to answer questions of a more special or technical nature after I have finished.

I want to thank you, Mr. Chairman, and members of the Committee.

If it is your wish, Mr. Chairman, I will introduce the heads of my department that are here: Mr. W. B. Brittain, Assistant Deputy Minister; Mr. R. N. Jutras, Chairman, Pension Review Board; Mr. A. O. Solomon, Chairman, Canadian Pension Commission; Mr. D. K. Ward, Chief Pensions Advocate; Mr. D. M. Thompson, Chairman, War Veterans Allowance Board; Dr. A. F. Jones, Director General of Treatment Services; Mr. A. D. McCracken, Director General of Veterans Land Act; Mr. E. J. Rider, Director General of Welfare Services; Mr. J. E. Walsh, Departmental Financial Management Advisor; Mr. G. W. McGuire, Department Personnel Manager Advisor; Mr. G. S. Way, Director of Public Relations; Dr. Brebner, Chief Medical Adviser of the Commission; Pete Gagne, Executive Director of War Veterans Allowance Board; and Dave McKay, Director of Financial Planning.

[Interprétation]

ponsabilités dans le domaine des soins aux anciens combattants. Cette intégration permet à nos hôpitaux de continuer à dispenser tous les soins actifs, plutôt que de jouer simplement le rôle d'instituts gériatriques, et les avantages en sont bien sûr ressentis par les anciens combattants et par la communauté.

Le programme de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants est le seul où les prévisions budgétaires sont moins élevées que celles de l'année dernière: 11.6 millions au lieu de 12 millions. En effet, les prévisions budgétaires furent préparées en tenant compte du fait que la Loi prévoyait alors qu'aucun crédit d'établissement ne pouvait être autorisé à moins que le requérant n'eût soumis sa demande au plus tard le 31 mars 1974. Le printemps dernier, cependant, le bill C-17 recula d'un an cette date limite et des crédits supplémentaires seront requis.

Ainsi que je l'ai dit en Chambre la semaine dernière, le gouvernement examine actuellement l'ensemble de la question de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Je crois être en mesure de faire une déclaration à ce sujet dans un avenir rapproché, et j'estime qu'il n'y a pas lieu d'anticiper.

En dernier lieu, monsieur le président, nous avons le programme de l'administration qui comprend les services de direction et les services administratifs et professionnels du ministère et de ses organismes affiliés. Il s'agit là, entre autres, de la gestion financière, de l'administration du personnel, des services consultatifs en gestion, des relations publiques et des services généraux. Nous demandons pour ce programme 6.2 millions, montant qui est voisin de celui de l'année dernière.

Monsieur le président, j'ai essayé, dans mon exposé, d'expliquer les principales modifications dans les prévisions budgétaires pour 1974-1975, par rapport à celles de l'année financière précédente. J'ai passé sous silence nombre de nos activités dans le domaine touchant aux affaires des anciens combattants, mais j'espère que ces déclarations vous avaient été utiles.

Je serais heureux de répondre à toutes les questions sur la politique intérieure du ministère que les membres du Comité voudront bien me poser. De plus, nos fonctionnaires qui sont ici répondront aux questions plus spécialisées ou techniques, lorsque j'aurai terminé.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de votre attention.

Avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais présenter les différents responsables de mon ministère qui sont ici présents: M. W. B. Brittain, sous-ministre adjoint; M. R. N. Jutras, président du Conseil de révision des pensions; M. A. O. Solomon, président de la Commission canadienne des pensions; M. W. K. Ward, Chef du bureau des services juridiques des pensions; M. D. M. Thompson, président du Conseil des allocations aux anciens combattants; M. A. F. Jones, directeur général des services de traitement; M. A. D. McCracken, directeur général de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants; M. E. J. Rider, directeur général des services de bien-être; M. J. E. Walsh, conseiller en gestion financière auprès du ministère; M. G. W. McGuire, conseiller en gestion du personnel auprès du ministère; M. G. S. Way, directeur des relations publiques; le Dr. Brebner, conseiller médical principal auprès de la Commission; Pete Gagné, directeur exécutif du Conseil des allocations aux anciens combattants, et Dave McKay, directeur de la planification financière.